Les tensions entre identité ethnique et identité sociale dans les interventions des travailleurs sociaux

Immigrés originaires du sud-est asiatique

Alain Roquejoffre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/736>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.736

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Pagination : 44-54

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Alain Roquejoffre, « Les tensions entre identité ethnique et identité sociale dans les interventions des travailleurs sociaux », *Hommes & migrations* [En ligne], 1290 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/736> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.736

Immigrés originaires du sud-est asiatique

Les tensions entre identité ethnique et identité sociale dans les interventions des travailleurs sociaux

Par Alain Roquejoffre⁽¹⁾,
sociologue, enseignant, formateur, chercheur, rédacteur en chef de la revue *Forum*.

© Kader Benamer

Aider le migrant au travers de dispositifs sociaux à s'intégrer dans la société d'accueil est la mission quotidienne du travailleur social. Conduit à représenter des usagers qu'il a tendance à identifier en populations distinctives, il induit un double mouvement : en se construisant une image de l'autre, il amène peu à peu celui-ci à s'identifier à ses représentations. Le cas des Asiatiques à Limoges est révélateur à la fois du rôle central des travailleurs sociaux et de la façon dont une communauté d'origine est renvoyée à une identité de destin.

L'accueil des étrangers et la vie des populations issues de l'immigration sont organisés par les politiques d'intégration, dont les deux préoccupations principales sont le contrôle des flux migratoires et le niveau de participation des immigrés à la vie sociale. Concernant le deuxième point, la France pratique une politique d'intégration individuelle et garde ouvert l'accès à la nationalité française. Les populations étrangères ou d'origine étrangère, à des degrés divers selon leur origine nationale et leur situation face à l'emploi, font désormais partie de la "question sociale", dans le sens où elles sont devenues des objets d'intervention pour les travailleurs sociaux.

La présence des populations issues de l'immigration pose deux problèmes au travailleur social. L'un est d'ordre économique : n'ayant pas d'emploi ou des emplois précaires, une partie de ces populations est installée dans l'assistance. L'autre est d'ordre sociopolitique : leur intégration est parfois jugée insuffisante, les manifestations de ce rejet sont fondées sur des doutes quant à la volonté de certains d'entre eux de partager le projet politique commun, voire les normes de la vie en société. Les travailleurs sociaux, chargés de mettre en œuvre les dispositifs des politiques sociales en direction de toutes les populations, nationales et étrangères de manière non discriminante, développent des pratiques qu'ils adaptent plus ou moins aux étrangers mais qui ont toutes pour objectif leur "intégration".

La volonté d'intégrer les usagers aux normes collectives oriente les pratiques des travailleurs sociaux. S'agissant d'immigrés et de leurs familles reconnus par les travailleurs sociaux comme une population cumulant le plus grand nombre de difficultés, l'aménagement de la mission d'intégration avec les valeurs spécifiques de la culture des personnes va surdéterminer la nature des interventions.

L'enquête de terrain concernant cette recherche s'est déroulée de mars 1995 à décembre 2000. Le recueil de l'ensemble du matériau s'est fait par deux voies. La première consiste en une présence sur le terrain auprès des travailleurs sociaux et de la population asiatique ; la seconde, l'enquête proprement dite, est constituée par des entretiens réalisés auprès des travailleurs sociaux et des personnes issues du Sud-Est asiatique.

La plupart des personnes interrogées résident et travaillent dans le quartier de Beaubreuil situé à 10 kilomètres du centre de Limoges. Cependant, d'autres entretiens ont été réalisés dans d'autres lieux de la ville et dans le XIII^e arrondissement à Paris. Trente-neuf travailleurs sociaux du quartier, dont vingt et un assistants sociaux, quatorze éducateurs spécialisés, deux délégués à la tutelle, un responsable de l'antenne HLM, une conseillère en économie sociale et familiale, ont été interrogés.

L'ensemble des entretiens portait sur quatre thèmes principaux, dont chacun ne revêtait pas la même importance selon la position occupée : le contenu de la mission, la nature des pratiques et leurs conditions d'exercice, les représentations concernant les réactions des Asiatiques aux interventions, les représentations quant à leur participation et à leur intégration.

Les Asiatiques qui ont fait l'objet d'entretiens sont au nombre de soixante-treize. Tous sont connus des travailleurs sociaux, huit d'entre eux ont déclaré ne jamais avoir eu affaire au travail social. Nous avons consulté deux cent trente dossiers sociaux sur la période 1992-2000 correspondant à deux cent soixante-quinze personnes vues aux permanences des assistants sociaux et concernant la situation vis-à-vis de l'emploi.

La communautarisation de la population asiatique

La population dite "asiatique" du quartier, terrain de l'enquête, s'impose à l'observation, y compris celle des travailleurs sociaux, comme une réalité qu'ils ont contribué à construire dans les interactions entre leurs interventions et cette population, qui représente environ 9 % de la population totale du quartier (9 836 habitants).

Les travailleurs sociaux qualifient ce groupe d'"asiatique" le terme impliquant que chaque individu est porteur de l'ensemble des caractéristiques du groupe. Travailleurs sociaux, habitants du quartier et "Asiatiques", eux-mêmes s'en servent. Nous utilisons ce terme tout en indiquant pour chaque groupe les différenciations

La communauté est considérée par les travailleurs sociaux comme préexistante à l'arrivée des réfugiés et structurant l'ensemble des relations sociales dans le pays d'origine.

faites par les intéressés eux-mêmes et par les travailleurs sociaux. Ces derniers travaillent dans le quartier pour la plupart depuis une dizaine d'années en moyenne et interviennent tous, plus ou moins, selon le découpage des secteurs, auprès des Asiatiques.

Arrivés avec un statut de réfugié entre 1975 et 1985, installés d'abord en Centre provisoire d'hébergement pour les réfugiés (CPH) à Limoges, ces Asiatiques et leurs familles ont été logés dans les nombreux appartements vacants

du parc HLM du quartier. En tant que réfugiés politiques, anciennement colonisés et fuyant le communisme, ils bénéficiaient d'un préjugé favorable. Leur exil dramatique, la médiatisation des boat-people, le fait que beaucoup d'entre eux sont francophones, les représentations courantes sur leur désir et leur capacité d'intégration ont créé les conditions pour que l'aide apportée soit particulièrement importante.

Parce que réfugiés, les Asiatiques faisaient nécessairement l'objet des interventions des travailleurs sociaux, au moins sur le plan administratif. Leur situation sociale, rendue particulièrement difficile par l'exil, le fait d'être logés dans un quartier périphérique bénéficiant d'un dispositif de Développement social des quartiers

(DSQ), l'éloignement de leurs compatriotes, leur installation durable dans le quartier sont des éléments qui ont contribué à ce qu'ils forment une population spécifique, "cible" des interventions des travailleurs sociaux.

Une première étude⁽²⁾ réalisée en 1989 suggérait de mettre en place des interventions spécifiques auprès de cette population, en particulier pour faciliter "l'insertion sociale" des jeunes. L'analyse mettait en évidence des problèmes sociaux aggravés par la situation de réfugié et les difficultés d'adaptation. Les contacts fréquents et suivis avec certains réfugiés m'ont amené à constater que les travailleurs sociaux étaient leurs premiers interlocuteurs, le restaient parfois plusieurs années, et qu'ils leur transmettaient les représentations sociales de la société française telle qu'ils les concevaient. Ils entretenaient avec eux des relations plus fréquentes, plus soutenues, plus longues qu'avec les autres usagers de l'aide sociale. Les valeurs et les pratiques de ces professionnels jouent un rôle important dans l'organisation de la vie sociale des réfugiés.

L'usage de l'expression "communauté asiatique" (cambodgienne et vietnamienne) s'est imposé dès les premières années de leur présence dans le quartier. Les travailleurs sociaux interrogés ont perçu cette population comme une communauté pour deux raisons : leurs représentations des étrangers et le renforcement des interventions sociales sur ce quartier.

Quand des représentations culturelles déterminent une population cible

La communauté est considérée par les travailleurs sociaux comme préexistante à l'arrivée des réfugiés et structurant l'ensemble des relations sociales dans le pays d'origine. Les caractéristiques de la famille asiatique (solidarité avec les collatéraux, hiérarchisation des places dans la filiation, participation de la famille élargie à tous les événements) ont été transposées par les professionnels au groupe installé, lequel est assimilé à une communauté familiale élargie. Les valeurs du milieu professionnel, en particulier le respect des spécificités culturelles et l'antiracisme, conduisent les travailleurs sociaux à renforcer ou à créer la "communauté", lieu supposé de l'expression de la culture d'origine "authentique".

Les interventions d'aide sociale montrent la tension chez les travailleurs sociaux entre l'universel et les particularités, entre l'identité ethnique et l'identité sociale. Ils encouragent les manifestations concrètes, cérémonies et fêtes, réseaux de travail saisonnier, associations. Or, en suscitant les initiatives, en les accompagnant, en apportant des conseils techniques, en favorisant des relations professionnelles et extra-professionnelles avec eux, les travailleurs sociaux ont diffusé un modèle d'organisation

aux associations. Leurs interventions ont une influence sur le choix des responsables et sur leur représentativité ; elles déterminent un type de leaders associatifs conformes aux représentations de la société d'installation et interfèrent dans les cooptations propres au groupe d'origine. Ces leaders sont francophones et souvent, pour cette raison, ils sont désignés par les travailleurs sociaux qui les perçoivent comme les représentants de la communauté.

La “communautarisation” permet aux travailleurs sociaux d'identifier une population selon leur perception des populations étrangères et de lui appliquer les pratiques habituelles du travail social. La communauté est à la fois une catégorie dont tous les membres sont porteurs des mêmes caractéristiques et un espace jugé pertinent pour les interventions sociales qui produisent une communauté, dans laquelle le stéréotype de l'Asiatique “naturellement” bien intégré est transformé en usager de l'aide sociale en difficulté “entre deux cultures”.

C'est dans cette relation que s'est construit un mode de pensée essentialiste. La réification de la culture asiatique censée produire une identité asiatique repérable et de la culture française favorise l'élaboration d'une communauté assistée, entité spécifique distincte des autres usagers.

L'aide sociale pour les étrangers a orienté, voire limité les influences des groupements d'entraide “ethnique⁽³⁾”. Renvoyés à une communauté mythique, les Asiatiques endossent les caractéristiques qui leur sont attribuées et en parlent conformément aux représentations de ceux qui les ont construites.

La mise en œuvre des interventions sociales auprès des Asiatiques

Les relations entre travailleurs sociaux et Asiatiques ont pris un caractère particulier étant donné la curiosité, voire la fascination des professionnels à l'égard d'une culture, de personnes, de parcours de vie ; elles ont entraîné des liens inhabituels avec ces usagers. Les travailleurs sociaux sont devenus, sur le quartier, des experts des populations asiatiques, ils sont parfois leurs représentants dans les instances de réflexion mises en place par les responsables des politiques sociales locales.

À l'intérieur de la communauté asiatique du quartier, les professionnels mettent en place leurs interventions dans trois dimensions. En même temps qu'ils sont communautarisés en fonction de leurs caractéristiques ethniques, les Asiatiques sont placés dans les catégories de l'aide sociale. L'intégration fait l'objet d'une définition qui nécessite la recherche d'“indicateurs” permettant d'en juger l'évolution. Susciter des formes de participation à la vie sociale est, pour les professionnels, une manière de

faire accéder concrètement les Asiatiques à l’“intégration”. L’analyse de leurs comportements est soumise à une interrogation que les travailleurs sociaux expriment ainsi : les signes observés sont-ils des manifestations de la culture d’origine ou celles d’une inadaptation sociale avérée ou susceptible d’advenir ?

Les travailleurs sociaux ont appliqué les modes d’intervention habituels de l’intervention sociale et ont défini les Asiatiques en tant qu’usagers de l’aide sociale. Les familles ont été aidées par les travailleurs sociaux dans le CPH, puis sur leur lieu de résidence, un quartier où les interventions sociales ont été renforcées par un dispositif de DSQ et une ZEP favorisant l’action auprès des populations dites spécifiques. Ainsi, les analyses des travailleurs sociaux hypertrophient les problèmes et mettent au jour des besoins. Les Asiatiques ignoraient le dispositif d’aide sociale et le type de relations avec des professionnels de l’aide sociale ; ils ne demandaient rien ou peu de choses. Les travailleurs sociaux ont supposé en fonction des pratiques propres au milieu qu’il existait des besoins cachés qu’il fallait susciter et formuler.

C’est en direction de la famille, reconnue par les travailleurs sociaux comme l’unité, même si elle est incomplète, et qui donne à la personne asiatique sa place dans la parentèle et dans le groupe d’origine, que les interventions se concentrent. Les professionnels accompagnent dans l’apprentissage du français, l’accès à l’emploi, la naturalisation, la participation aux associations. Les réponses dans ces domaines mettent en évidence que la socialisation en France des Asiatiques est difficile parce que “le passage entre deux cultures se fait mal”.

La construction d’un problème de l’intégration

Les travailleurs sociaux pensent l’“intégration” comme un ensemble d’attitudes et de comportements conformes aux normes de la société telles qu’ils les conçoivent ; elle fait l’objet d’une évaluation qui énonce les réussites, les échecs et les efforts.

L’“Asiatique intégré” est celui qui a réalisé une “synthèse équilibrée” entre ses appartenances originelles et la culture du pays d’installation ; ils évaluent cette position en fonction d’indicateurs qui peuvent être des éléments objectivables, des impressions ou des convictions. En considérant que l’intégration est un état auquel l’Asiatique doit parvenir, les travailleurs sociaux font de l’intégration un problème à résoudre. Ainsi, ils ne prennent pas en compte les manifestations variables et contradictoires du sentiment d’appartenance⁽⁴⁾, c’est-à-dire les motivations à appartenir à la collectivité et les évolutions de leur position vis-à-vis du groupe d’origine dans les différents aspects de la vie sociale.

Les Asiatiques de l'enquête évoquent des processus concrets, concernant la profession, la scolarité, l'attitude politique vis-à-vis du pays d'origine, la naturalisation, le retour. Ils ne les définissent pas en termes d'appréciations normatives, d'étapes à franchir ou de problèmes à résoudre. Ils comparent les représentations qu'ils ont de leur propre comportement à celles qu'ils prêtent à leurs compatriotes et aux Français qu'ils côtoient. Soit ils s'efforcent de réaliser une synthèse entre leurs propres ressources culturelles et celles du pays nouveau. Soit ils essayent de rompre, au moins temporairement, avec les appartenances originelles pour qu'eux-mêmes et surtout leurs enfants puissent se trouver une place conforme aux attentes supposées de la société d'installation.

La participation à la vie sociale est le moyen de cette intégration ; elle est suscitée à travers cinq domaines : la réinterprétation des rôles familiaux, l'octroi des aides et les mesures de protection de l'enfance, l'accès à l'emploi, le choix de la nationalité, les regroupements associatifs.

Les recours intermittents, qui peuvent être fréquents, aux secours et aides financières, entretiennent des relations régulières entre Asiatiques et travailleurs sociaux. La précarité des emplois occupés par les Asiatiques dans leur ensemble contraignent certains à détenir leurs ressources uniquement de la solidarité. Les conseils prodigués

dans le cadre de la protection de l'enfance sont l'occasion de transmettre les normes et les valeurs de la société d'installation dans un domaine aussi essentiel que l'éducation. La participation se fait aussi par les contacts avec les compatriotes dans les réseaux pour la recherche d'emploi, les manifestations culturelles, les associations. Les réseaux se sont organisés parce que les employeurs locaux embauchaient plus volontiers des Asiatiques, ce système a échappé en partie aux interventions des travailleurs sociaux.

Cette mise en perspective des normes du pays d'origine avec celles du pays d'installation dépasse le cadre de l'aide et de l'action sociales ; les travailleurs sociaux disent "travailler à la citoyenneté" des Asiatiques.

Les Asiatiques qui ont travaillé à la création de lieux de culte dans le quartier ont pris conseil auprès d'eux, en tant qu'interlocuteurs de l'OPHLM. Les associations ont existé dès les premières années, elles faisaient toutes référence dans leur appellation à l'entraide et à l'échange franco-asiatique. Ces associations ont périclité et les responsables de celles qui restent font régulièrement appel aux travailleurs sociaux pour les questions d'organisation interne, de budget et de relations avec l'environnement.

Cette mise en perspective des normes du pays d'origine avec celles du pays d'installation dépasse le cadre de l'aide et de l'action sociales ; les travailleurs sociaux disent "travailler

à la citoyenneté” des Asiatiques. Dans ce cas, la citoyenneté consiste à faire acquérir par la participation la conscience des droits et devoirs, ainsi que la façon de les utiliser. L'exercice de la citoyenneté est assimilé à un usage civique et moral du lien social, à un outil pédagogique en vue de l'apprentissage des comportements acceptables.

Le danger de l'interprétation : une tendance à figer des comportements culturels

Les travailleurs sociaux intègrent peu les conséquences du rapport des étrangers à la France en tant que puissance coloniale. Ils endossent la culpabilité en rejetant le colonialisme au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de l'antiracisme. Ils pensent pouvoir en partie réparer par une attitude compréhensive et ouverte les “fautes” commises par leur pays. Ainsi, ils intègrent peu dans leurs analyses les représentations des étrangers (complexes, ambiguës, contradictoires et surtout évolutives) vis-à-vis de la France.

Pour organiser et justifier leurs interventions, les professionnels se réfèrent aux événements vécus par les Asiatiques. Le fait d'être réfugié, la séparation de l'immigration en deux vagues distinctes, la première jugée intégrée, la seconde qui ne le serait pas, la précarité vis-à-vis de l'emploi sont des éléments qui ont contribué à classer les Asiatiques parmi les personnes requérant des interventions régulières de l'aide sociale.

L'insuffisance des ressources, les conflits familiaux, l'apprentissage du français, l'échec scolaire, la délinquance des mineurs, les troubles psychiques, la gestion des associations sont traités en partie ou totalement par les travailleurs sociaux. Les problèmes des personnes et des familles passent du domaine privé au domaine public par le biais des interprètes et des “médiateurs⁽⁵⁾”. Leurs interlocuteurs asiatiques diffusent dans le groupe les représentations des professionnels de l'aide sociale. Ils se construisent des attitudes partagées concernant la situation sociale des familles et les solutions propres à résoudre leurs problèmes. L'intervention sociale initialement prévue comme une aide aux réfugiés s'est transformée en assistance permanente pour les actes de la vie quotidienne de la quasi-totalité des familles asiatiques du quartier.

Les pratiques sont sous-tendues par la recherche de caractéristiques culturelles afin de comprendre les comportements des Asiatiques et de faire accepter ces interventions. De la lecture interprétative des signes, il résulte une interrogation : tel signe repéré est-il une manifestation “naturelle” de la culture d'origine ou un problème social ? Posée ainsi, cette question renvoie à une définition essentialiste de la culture et oriente

les pratiques en fonction de la dialectique identité ethnique/identité sociale. La culture est considérée stable, son élaboration permanente entre peu dans l'analyse. La notion de culture d'origine représente un état, c'est un point d'appui des pratiques. Elle est censée être constituée de caractéristiques rassemblées en identité collective préalablement acquise qui définit les Asiatiques et dont il est supposé que les manifestations sont à l'œuvre dans le pays d'installation selon les mêmes modalités que dans le pays d'origine. La vie familiale, le couple, l'éducation des enfants, l'usage de l'école, le rôle des personnes âgées, le rapport au travail et à la religion sont autant d'éléments pour lesquels les travailleurs sociaux cherchent à connaître l'attitude "originelle" des Asiatiques. Ils analysent les transformations et les réinterprétations à la fois comme des signes de non-conformité aux normes de la culture d'origine et d'une possible inadaptation à la culture de la société d'installation.

La lecture du travailleur social, entre identité ethnique et identité sociale

Dans cette représentation, l'acculturation sert à décrire non pas un processus de réinterprétation permanent, mais la perte, dommageable pour l'individu ou le groupe, d'éléments de la culture d'origine, subie au contact de la culture "dominante" du pays d'installation. Les travailleurs sociaux utilisent le terme de "double culture" pour désigner, d'une part, la culture du pays d'origine qu'ils se représentent comme un ensemble délimité et repérable dont le sujet est porteur, d'autre part, la culture du pays d'installation, également délimitée, dont ils transmettent les valeurs et les normes. Le "passage entre les deux cultures" réifiées et mises à distance est, aux yeux des travailleurs sociaux, une difficulté pour toute population immigrée.

Par leur questionnement sur le sens des signes observés et par leurs représentations de deux cultures séparées, les travailleurs sociaux donnent à la personne asiatique une double identité. À l'identité ethnique d'origine, un étranger ayant transposé sa culture intacte, s'ajoute une identité sociale, un immigré et sa famille aux prises avec des problèmes sociaux, l'ensemble constituant l'usager asiatique assisté.

Deux attitudes sont à l'œuvre pour conduire les interventions. D'une part, l'identité ethnique et nationale de l'individu n'est pas essentielle dans l'analyse de la situation, c'est la nature des problèmes qui définit l'identité d'usager de l'aide sociale. Les Asiatiques sont perçus comme un groupe en difficulté sociale au même titre que d'autres. D'autre part, les travailleurs sociaux tiennent compte de la culture d'origine en favorisant l'expression des différences et des particularités. C'est une tension vécue intensément par les professionnels de l'action sociale qui y voient une adaptation de

leurs pratiques à chaque situation⁽⁶⁾. Nous pensons qu'elle est constitutive de l'exercice professionnel permettant de combiner simultanément les deux éléments, identité ethnique, identité sociale. C'est l'expression au niveau professionnel de la dialectique entre le civique et l'ethnique⁽⁷⁾.

La répartition des pratiques des travailleurs sociaux selon l'une ou l'autre logique se fait quelles que soient la nature de la mission et les caractéristiques de la situation. Les interventions spécialisées en direction de la famille et des enfants requièrent une attention plus grande aux éléments de la culture d'origine mais mettent en œuvre des valeurs et des normes que les travailleurs sociaux jugent universelles. Les interventions dites polyvalentes, pour lesquelles l'usager est défini par une catégorie de l'aide sociale, juridiquement délimitée, se font également en référence à ces deux logiques. Les formations initiales des travailleurs sociaux et les métiers différents ne sont pas déterminants dans la dialectique de l'universel et du particulier. On ne peut pas déterminer des catégories de professionnels optant exclusivement pour une position.

Conclusion

Le questionnement permanent, le doute et le refus de s'inscrire dans une position univoque font partie de l'expérience des professionnels. L'enquête, en révélant ce processus, montre l'écart entre les pratiques concrètes des professionnels et les valeurs qu'ils énoncent, "en tant qu'individus", sur les limites de l'intégration, celles qu'ils pensent liées à la volonté des personnes, celles de la société vis-à-vis des immigrés.

Des évolutions se sont produites dans le travail social depuis les premières rencontres entre les réfugiés asiatiques et les travailleurs sociaux, soit une période de vingt-cinq ans environ. Le processus de l'intégration européenne, en particulier l'institution d'une citoyenneté de l'Union par l'article 8 du traité C.E. de février 1992, pose au-delà de l'État-nation la question de la présence et de la participation des étrangers au sein de l'espace européen. La France, qui est un pays d'immigration depuis la fin du premier tiers du XIX^e siècle, n'a jamais été un pays d'émigration. L'État-providence est porteur des valeurs instituant la nation que les travailleurs sociaux diffusent, à leur manière, auprès des usagers de l'action sociale. Les conséquences sociales de l'installation des populations immigrées constituent désormais une préoccupation habituelle des professionnels.

Ces évolutions interrogent le rapport que les travailleurs sociaux entretiennent avec le politique. La "revendication d'une culture différente⁽⁸⁾", quant à la conception de leur profession et aux relations avec leur "clientèle", oriente le rapport au politique. D'une part, ils valorisent les différences quelle qu'en soit l'origine : physique,

psychique ou ethnique, d'autre part ils visent à l'"épanouissement" et à l'"autonomie" des individus. Par ailleurs, il leur est toujours difficile de distinguer l'engagement professionnel de l'engagement politique personnel. Ils sont plus engagés dans des choix éthiques et des "mouvements sociaux" en vue de changer les orientations de la société et moins dans des luttes politiciennes institutionnelles.

Ils détiennent un "monopole d'accès"⁽⁹⁾ à certaines populations, en particulier aux immigrés ; les pratiques et les savoirs mis en œuvre et accumulés trouvent peu d'écho auprès des organismes employeurs. L'État et les trois niveaux de collectivité locale ne parviennent pas à harmoniser les politiques sociales en direction des populations immigrées. Il en résulte une hésitation entre des politiques communautaires de discrimination positive et des politiques d'égalité de traitement. Les contenus des formations dispensées aux travailleurs sociaux reproduisent cette ambivalence et proposent aux étudiants deux types d'approche confondus : des "outils" jugés opératoires (l'"interculturalité" en est une illustration) et l'acquisition d'un bagage conceptuel en anthropologie et en sociologie. Ces deux options ne pas équivalentes. Par certains de ses aspects, la première instrumentalise la relation travailleurs sociaux/immigrés et institue des ségrégations, la seconde permet de donner une signification à l'action sociale auprès des personnes immigrées et d'envisager les conséquences politiques des pratiques. ■

Notes

1. Alain Roquejoffre, *Une "communauté" asiatique en France. Le rôle des travailleurs sociaux dans l'acculturation*, L'Harmattan, 2008.
2. Alain Roquejoffre, *Limoges Beaubreuil. Les réfugiés de l'Asie du Sud-Est. Démographie et insertion sociale*, ALSEA, juin 1989.
3. Dominique Schnapper, *L'Europe et les Immigrés*, Paris, François Bourin, 1992, pp. 24-25
4. Il ne s'agit pas du sentiment de l'"appartenance raciale", tel que le décrit Max Weber : "*C'est-à-dire la possession de dispositions semblables héritées et transmissibles par l'hérédité, réellement fondées sur la communauté d'origine*" (*Économie et société*, chapitre IV, "Les relations communautaires ethniques, l'appartenance raciale", Paris, Plon, 1995, p. 124), mais de la perception que peut avoir une personne étrangère ou d'origine étrangère d'une manière d'agir commune qu'elle acquiert par la présence et la participation et qui est différente de celle qu'elle ressentait jusque -là. C'est l'idée d'une rupture positivement ressentie par la personne et qui la fait entrer peu à peu, partiellement ou totalement dans un autre système d'appartenance.
5. Les travailleurs sociaux les différencient des interprètes parce qu'ils tiennent compte du "contexte culturel" dans lequel se déroulent les conversations traduites.
6. Voir Michel Wieviorka, *La France raciste*, Paris, Seuil, 1992, p. 208.
7. Dominique Schnapper, *La Communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 1994, pp. 38-44.
8. Jacques Ion, Bertrand Ravon, *Les Travailleurs sociaux*, Repères, La Découverte, 2000, pp. 92-96.
9. *Ibid.*